

Le politique par le bas en Afrique noire :  
Contribution à une problématique de la  
démocratie, J.-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabor. .  
Paris, Karthala, 1992 Collection "Les Afriques"- 268  
p.

Atiyihwè Awesso

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/apad/3503>

DOI : [10.4000/apad.3503](https://doi.org/10.4000/apad.3503)

ISSN : 1950-6929

**Éditeur**

LIT Verlag

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 1993

**Référence électronique**

Atiyihwè Awesso, « Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie, J.-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabor. . Paris, Karthala, 1992 Collection "Les Afriques"- 268 p. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 5 | 1993, mis en ligne le 04 juin 2008, consulté le 21 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/apad/3503> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.3503>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

---

# Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie, J.-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabor. . Paris, Karthala, 1992 Collection "Les Afriques"- 268 p.

Atiyihwè Awesso

---

- 1 Les régimes politiques africains caractérisés par le système de parti unique étaient-ils réellement des régimes tout dominants ou tout autoritaires ? Leur pouvoir n'était-il pas dans le même temps ébranlé par des marges de manœuvres populaires ? Et comment ? C'est ces principales questions que se posent les auteurs de cet ouvrage et auxquelles ils tentent de répondre à partir des exemples d'études qui les situent dans ce qu'ils ont appelé la nouvelle problématique du politique : « le politique "par le bas" ».
- 2 Le contexte d'émergence de cette problématique, indique d'entrée J.-F. Bayart, se trouve dans l'observation empirique par les auteurs depuis la fin des années 1970, d'une succession d'événements politiques tels que l'arrivée de la Gauche au pouvoir en France en 1981, la chute des régimes communistes de l'Europe de l'Est, qui ont engendré les changements politiques en Afrique à la fin des années 1980.
- 3 La problématique du politique "par le bas" nécessite la mise en marche d'une approche épistémologique et méthodologique. Il s'agit avant tout de rompre avec la science politique de l'Etat post-colonial qui n'est qu'une variante de la science politique classique ; une science qui se fait par "le haut" et véhicule des préjugés d'une tradition constitutionnaliste. Elle se démarque d'une vision révolutionnaire des "marxistes bon teint" (B. Porchnev, 1972), du "folklorique", du "traditionnel", du "résiduel", des "professions de foi de l'historiographie et de la sociologie militantes". (pp. 10-11).

- 4 Cette démarche inspirée du terrain camerounais (J.-F. Bayart, 1979), part des couples d'opposition (dominants/dominés, Etat/société civile, élites politiques/peuple), engagés dans des rapports contradictoires pour mettre en relief la capacité de réaction des acteurs subordonnés. Cette réaction prend la forme d'une contribution ou d'une action politique dont il faut connaître les "modalités" (Michel Foucault). "Le champ des "modes populaires d'action politique" est celui de la mobilité, de l'ambivalence, de l'allusif, du non-dit, de l'insaisissable" (p. 40). Ils se présentent comme une "stratégie" en ce sens qu'ils disposent toujours d'une marge de manœuvre sur les modes d'action des dominants et comme une "tactique" lorsqu'ils tendent à devenir partie prenante dans la construction de l'espace de domination ou à se substituer totalement à celui-ci.
- 5 Pour les comprendre, il faut en fait s'enfoncer dans "la profondeur du champ historique" qui livre une pluralité et une hétérogénéité du populaire.
- 6 Comi Toulabor en prenant l'exemple du Togo, présente d'une part comme mode d'action politique, la dérision du monde politique. Elle est historique et presque exclusivement élaborée par les Evé de la capitale chez qui il a fait son enquête (1981). La dérision politique prend pour cible les Chefs d'Etat et principalement l'actuel, son régime, l'armée de laquelle il est issu et le RPT, parti unique à l'époque. La dérision qui prend sa source dans la "monopolisation" du discours par le parti, se construit par le dédoublement équivoque du sens des mots et slogans officiels ou par les sobriquets.
- 7 Ce mode entretient cependant une ambiguïté et témoigne d'une inefficacité politique dans la mesure où il se révèle dans le même temps une complicité et une affinité entre ce groupe et le régime.
- 8 Dans une autre enquête (1985) qu'il a faite chez les "jeunes conjoncturés" de la capitale, il décrit la représentation critique que ceux-ci se font de la richesse et du pouvoir des dirigeants. Cette représentation ne permet cependant pas un passage à une action politique à cause de la peur du régime, de la coercition des rapports entre cadets et aînés réappropriés par le parti et d'une vision fataliste de l'avenir et du destin. A défaut d'action publique, l'enrichissement et le pouvoir deviennent eux-mêmes des aspirations légitimes, des vertus dont le mode d'accession est le détournement des fonds à l'Etat.
- 9 Achille Mbembe choisit une époque relativement ancienne au Cameroun, celle de la chute anticoloniale en pays Bassa. L'action populaire s'y manifeste dans la diversité du discours nationaliste liée à celle des acteurs et de leurs interprétations. Les supports de ce discours (statuts de l'U.P.C. ; les "tsembi di lon", chansons du pays ; les pratiques religieuses et symboliques) expriment des plaintes et des dénonciations contre la répression, la mort et toute autre forme d'exaction. Il s'attaque d'autre part à l'Etat post-colonial. En cherchant à occulter la réalité coloniale et vider de leur sens la mémoire et le discours nationaliste, il en a suscité une réhabilitation populaire ; un mode d'action qui trouve encore ses forces dans le pouvoir du symbolique et de l'oralité.
- 10 Ce pouvoir s'affaiblit cependant progressivement devant "la fabrication étatique de l'histoire" de plus en plus forte, pour ne garder qu'un potentiel critique et d'insubordination.
- 11 Il se pose dans la dernière partie de l'ouvrage, un nouveau débat ; celui de la production économique et matérielle des sociétés subsahariennes et de ses corrélations avec le pouvoir, la violence et l'accumulation.

- 12 Une critique aux sciences sociales et normatives qui, dans ces situations, réduisent ces sociétés à la notion de "crise" économique et de "pathologie" politique, est nécessaire (A. Mbembe). La violence et les luttes fratricides entre sociétés ou Etats ne conduisent pas forcément à l'improduction comme le pensent F. Cooper (in *African Studies Review*, 1981) ou J.-F. Bayart (*L'Etat en Afrique*, 1989), elles sont au contraire modelables, gérables pour devenir des dimensions constitutives de l'exercice d'un gouvernement. Pour comprendre cette réalité, il faudrait prendre en compte la dimension historique, les "rationalités autochtones", "les pratiques tâtonnantes des acteurs au sein des configurations changeantes (..)" (p. 234).
- 13 J.-P. Bayart, en réponse à la critique de A. Mbembe, parle plutôt de pratiques diverses symbolisant des groupes ou des catégories dans un Etat, animés de subjectivités différentes. Ils useraient de la violence pour s'assurer la production et la maîtrise des ressources matérielles et économiques. On arrive à un constat de la menace de l'Etat et de l'émergence des gouvernementalités.
- 14 Fait d'un regroupement d'analyses de terrains différents parues comme articles dans des revues de politiques, cet ouvrage se laisse difficilement saisir par certains de ses chapitres quoique l'ambition soit d'entrée et clairement définie. Son intérêt réside cependant dans le fait qu'il se tisse un parallélisme entre la problématique et la démarche qu'il pose et celles des sciences sociales en matière de développement ou de recherche fondamentale en Afrique noire. Ce parallélisme suppose une identité de structure des champs du politique et du développement qui les présente simplement comme des espaces de phénomènes sociaux où se manifestent des acteurs, des groupes d'acteurs, des logiques, des rationalités, des stratégies, des intérêts, des rapports de forces.
- 15 La science du politique pouvait-elle vraiment rester à l'écart de cette nouvelle orientation de la recherche ?